



<https://fr-fr.facebook.com/federationnationalelibrepensee>



@LP\_Nationale

## - COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

# *L'embrigadement de la jeunesse continue !*

On vient d'apprendre ceci : « Le Conseil national de la vie lycéenne (CNVL) a proposé 8 mesures pour faire de l'École un acteur majeur de la lutte contre le réchauffement climatique. Elles sont mises en œuvre cette année avec :

- l'élection d'un éco-délégué par classe de collège et de lycée.
  - un projet pour la biodiversité et contre le réchauffement climatique par école et par établissement d'ici à décembre 2019.
- Objectif : faire des 60 000 installations scolaires le vecteur et le lieu de l'engagement des élèves pour cette cause essentielle. »



Ces propositions sont chaleureusement approuvées par le ministre de l'Éducation nationale, puisqu'elles seront mises en œuvre dès cette rentrée. Le CNVL siégeant « autour des représentants du ministère », on peut se demander si ces merveilleuses préconisations ne sont pas soufflées par le ministère lui-même.

Ainsi **Jean-Michel Blanquer**, qui n'a pas ménagé ses efforts, avec l'école dite « de la confiance », pour briser l'unité de l'École de la République veut désormais en faire un relai politique, un lieu de propagande, un lieu où l'on embrigade les enfants contre le « réchauffement climatique ». N'oublions pas la biodiversité, pour laquelle on se demande ce que les enfants des écoles vont bien pouvoir faire. Autrefois, on élevait des phasmes et des hannetons dans les classes, on ne le fait plus guère, tant il est évident qu'il est beaucoup plus important de « protéger » la biodiversité que de la connaître.



Son souci pour la jeunesse nous interroge. C'est le même gouvernement qui n'hésitait pas à faire matraquer les jeunes en lutte contre les réformes de ce même gouvernement. Hier la matraque, aujourd'hui l'embrigadement ? D'un côté, on fera marcher la jeunesse au pas avec le SNU, de l'autre, on les fera penser au pas avec cet endoctrinement irrationnel.

Quelle est la situation réelle dans les établissements scolaires aujourd'hui ? Attaque du Bac comme examen par le contrôle continu, remise en cause des horaires consacrés aux sciences, baisse du budget des universités, hausse des coûts universitaires et réponse répressive aux lycéens et étudiants comme à toutes les revendications. Comment croire que le gouvernement qui mène cette politique, veut instruire la jeunesse ?

Que va-t-on leur raconter ? Qu'un million d'espèces sont menacées d'extinction ? Bien que proclamé à grands sons de trompe par l'IPBES (1), tout ceci est largement discutable et ne peut procéder d'une affirmation péremptoire d'autorité.



De même, quant au « réchauffement climatique », en admettant que les projections moyennes du GIEC (qui de son propre aveu n'est pas un organe scientifique, mais bien politique (2)) soient fondées, il est connu, patent, établi que la France ne contribue que pour 1% aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, qu'elle figure parmi les pays les moins émetteurs du monde, et que les efforts censés être demandés à la population française ne servent à peu près à rien dans le domaine.

Toujours en admettant que le « respect par la France des accords de Paris », issu de la COP 21, aient une importance quelconque pour la concentration mondiale en gaz carbonique, on sait parfaitement que le gouvernement **Macron-Philippe-Blanquer** sacrifie le ferroviaire au profit du transport routier, menace de privatiser totalement EDF et de démanteler le CEA, sans parler de la suppression des **Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail** par les *ordonnances Macron* contre le **Code du travail** et maintenant par la *loi de transformation de la Fonction publique* qui montre que, pour ce gouvernement, il ne faut surtout pas que des mesures de protection de la santé des travailleurs et de protection de l'environnement, dans lequel ils travaillent, viennent entraver les intérêts de la Finance et les politiques de réduction des dépenses publiques.

Ceci constitue des actions au plus haut niveau absolument contraires aux ambitions affichées. Ce dont il s'agit, c'est bien de faire contrôler la population des parents par leurs enfants en leur inculquant un *catéchisme vert*, hors de toute science et de toute raison. Ainsi, ils pourront tancer leurs familles en leur enjoignant d'adopter la voiture électrique quoi qu'il en coûte, d'accepter sans protester les diverses taxes carbonées que la révolte des *Gilets jaunes* a récemment repoussées, et de propager l'*idéologie verte* dans les foyers.

## ***C'est la population qui est visée, pas les pollueurs***

Quoi que l'on pense de ces sujets environnementaux, une chose est sûre : utiliser les enfants contre les parents, les endoctriner et diriger leurs consciences, c'est une constante des régimes dits totalitaires. **Jean-Michel Blanquer** engage l'école dans cette voie, le SNU complètera l'œuvre entreprise à l'adolescence. **Que sera l'écodélégué dans ces conditions ? Un jeune commissaire politique ? Un directeur de conscience ?**

Les professeurs sont désormais interdits de s'exprimer au nom d'un prétendu *devoir de réserve* et leurs élèves, a priori plus ignorants qu'eux des domaines scientifiques, seraient, eux, convertis en donneurs de leçons et en rapporteurs lors des conseils de classe des éventuels manques d'enthousiasme, voire des attitudes et propos climato-sceptiques de leurs maîtres. Cela rappelle la période où, dans les régimes totalitaires, on encourageait les enfants à dénoncer leurs parents. Ce n'est pas bon signe. Le maître n'enseignerait plus au nom de la science, mais au nom du gouvernement ou du GIEC, c'est la mise au pas générale.

Nous avons combattu l'obligation des projets d'école imposée aux enseignants, projets d'école importés de l'enseignement privé aux projets éducatifs à caractère propre (confessionnel). Ils montrent leur véritable objectif et leur utilisation par une telle propagande à l'évidence à caractère réactionnaire. S'il en faut un par établissement pour « faire des 60 000 installations scolaires le vecteur et le lieu de l'engagement des élèves pour cette cause essentielle », cela signifie que tous les projets d'école devront désormais avoir pour



thème d'être pour la biodiversité et contre le réchauffement climatique. Il n'y a même plus l'apparence d'une liberté pédagogique pour les enseignants. Ne parlez pas d'autre chose, le sujet unique, c'est le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité.

Ce nouveau projet approuvé et mis en œuvre par **Jean-Michel Blanquer** n'a rien à voir avec l'Instruction. Il s'agit d'endoctrinement, d'embrigadement et de manipulation. Puisqu'on parle d'écologie et de recyclage, sa juste place doit être à la poubelle (à chacun de choisir sa couleur dans le tri sélectif) avec tous les autres projets réactionnaires de ce gouvernement.

***Nous appelons tous ceux, militants, associations, syndicats, attachés à la défense de l'Ecole publique laïque à se mobiliser ensemble pour défendre le caractère émancipateur de l'Instruction, qui est le strict opposé de l'embrigadement.***

Paris, le 15 septembre 2019

#### Notes :

Plateforme Intergouvernementale sur la Biodiversité et les Services Ecosystémiques, organisation onusienne considérée comme le GIEC de la biodiversité

**Voici la définition officielle du GIEC** : Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (en anglais *Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC*) est un organisme intergouvernemental ouvert à tous les pays membres de l'**ONU**. Il regroupe actuellement 195 États. Ce groupe, créé en **1988** à la suite d'une initiative politique de nature internationale, dépend de l'**Organisation météorologique mondiale** et du **Programme des Nations unies pour l'environnement**.